



Numéro 11

Novembre 2023

L'Énoncé économique de l'automne du gouvernement fédéral

- **Ni responsable sur le plan fiscal, ni responsable sur le plan social**
– *Pauline Easton* –
- **Le dogme gouvernemental d'un «plan fiscal responsable»**
– *K.C. Adams* –
- **Les grandes lignes de l'Énoncé économique**

Hausse de l'endettement des gouvernements dans le monde

- **Le monde croule sous la dette envers les riches**
- **Preuve de la nécessité d'un moratoire sur le service de la dette impérialiste**

Déclaration de solidarité avec la communauté chinoise du Québec

- **Campagne de peur à propos de «postes de police chinois»**

Amérique latine et Caraïbes

- **Le nouveau partenariat de Biden pour la prospérité économique: un autre sommet pour déstabiliser les Amériques**
 - **La nouvelle présidence va plonger l'Argentine dans la crise**
- **La Haute Cour du Kenya bloque le déploiement d'une force policière interventionniste en Haïti**
 - **Le Nicaragua complète son retrait de l'Organisation des États américains**
- **Les Guatémaltèques persistent à défendre le président élu Arevalo**
- **La communauté salvadorienne au Québec se réunit pour discuter de l'avenir de sa patrie**
 - **Grande manifestation populaire de soutien à la présidente du Honduras**
– *Entrevue de Gilberto Rios du Parti Libre* –

Bicentenaire de la doctrine Monroe

- Les doctrines présidentielles impérialistes des États-Unis pour s'emparer du monde

Suppléments de novembre

Le monde est avec la Palestine



Numéro 17 – 6 novembre 2023

Reportage photo – 29 octobre-3 novembre

- Le monde est avec la Palestine!

Numéro 19 – 11 novembre 2023

Reportage photo – 4-10 novembre

- Des actions partout dans le monde en appui à la Palestine: Arrêtez Israël! Arrêtez le génocide! Cessez-le-feu maintenant!

Numéro 21 – 17 novembre 2023

Reportage photo – 11-15 novembre

Aujourd'hui, nous sommes tous Palestiniens!

- Le Canada refuse de reconnaître l'apartheid israélien
- Les actions se poursuivent aux États-Unis, au Canada et en Europe

Numéro 23 – 21 novembre 2023

Reportage photo – 16-19 novembre

La Palestine et le dilemme de sécurité des impérialistes

- Les valeurs qui permettent les crimes contre l'humanité ne donnent pas de légitimité à la démocratie canadienne

Numéro 25 – 25 novembre 2023

Reportage photo – 20-24 novembre

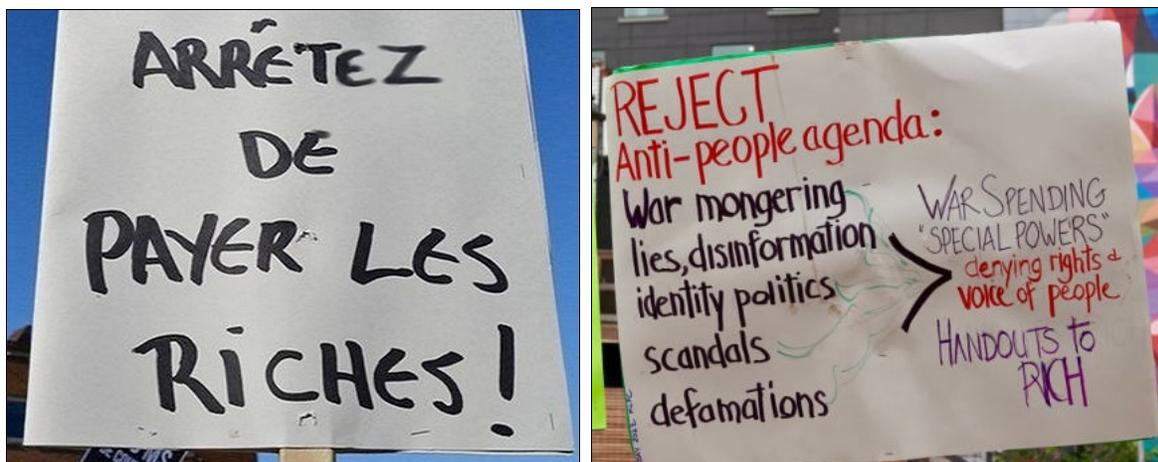
Journées nationales d'action en appui à la Palestine

- D'autres preuves de crimes de génocide d'Israël contre l'humanité
 - Opposition à la criminalisation de la dissidence
 - Les actions se poursuivent partout dans le monde

L'Énoncé économique de l'automne du gouvernement fédéral

Ni responsable sur le plan fiscal, ni responsable sur le plan social

– Pauline Easton –



Le 21 novembre, la ministre des Finances Chrystia Freeland, qui est également vice-première ministre, a présenté l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement du Canada. Elle et le premier ministre Justin Trudeau ont dit que c'était un plan de dépenses « responsable sur le plan fiscal ».

La semaine précédente, Justin Trudeau avait insisté sur l'importance de faire preuve de rigueur budgétaire. « Nous continuons à investir dans les Canadiens tout en restant responsables sur le plan budgétaire, avait-il dit. Et c'est ce que je suis impatient de partager la semaine prochaine avec la mise à jour économique de l'automne, une démonstration que nous savons comment continuer à être responsables sur le plan budgétaire tout en faisant les investissements qui vont faire croître l'économie et soutiendront les Canadiens. »

Quels sont ces investissements qui vont faire croître l'économie, selon le gouvernement ? Deux des secteurs de dépenses les plus importants du budget fédéral, et qui augmentent le plus rapidement, sont les dépenses consacrées aux forces armées et celles consacrées au service de la dette publique. Dans les deux cas, il s'agit de dépenses démesurées qui sont socialement irresponsables et qui pèsent lourdement sur l'économie. Elles ne font pas croître l'économie.

L'achat de 88 avions de chasse F-35 Lockheed Martin fabriqués aux États-Unis coûtera à lui seul 74 milliards de dollars aux Canadiens au cours des quatre prochaines années, ce qui portera les dépenses militaires annuelles à plus de 30 milliards de dollars. Les paiements annuels d'intérêts sur la dette publique dépassent les 50 milliards de dollars et sont en voie d'atteindre les 60 milliards de dollars à mesure que les prêteurs internationaux augmentent les taux d'intérêt. Environ 40 % de la dette publique est détenue à l'étranger, ce qui signifie que les paiements au titre du service de cette portion quittent directement le pays et constituent une perte nette. Ce qu'il advient des 60 % restants est généralement un mystère et est considéré comme une propriété privée qui échappe à l'examen du gouvernement ou du public.

Ces deux dépenses publiques les plus importantes ne peuvent pas être considérées comme responsables sur le plan budgétaire, et encore moins sur le plan social. Couper les liens du Canada avec l'économie de guerre des États-Unis augmenterait immédiatement les possibilités de dépenses gouvernementales dans les programmes sociaux et dans l'économie productive en général. L'instauration d'un moratoire sur le service de la dette publique du Canada et l'arrêt de tous les

emprunts futurs auprès de prêteurs privés permettraient de disposer d'une autre énorme quantité d'argent qui pourrait être dépensée d'une manière socialement responsable.

L'Énoncé économique du 21 novembre n'est ni fiscalement responsable ni socialement responsable. Prétendre le contraire, c'est vouloir cacher les objectifs antisociaux inacceptables du gouvernement en faveur d'intérêts privés étroits.



Le dogme gouvernemental d'un « plan fiscal responsable »

– K.C. Adams –

La ministre des Finances, Chrystia Freeland, affirme que son Énoncé économique est un « plan fiscal responsable qui met l'accent sur l'abordabilité et le logement ». C'est une déclaration cynique, en effet, étant donné que son Énoncé économique de l'automne n'augmente pas directement les investissements dans les programmes sociaux. En ce qui concerne le logement, elle accorde des prêts à des promoteurs privés pour la construction d'environ 30 000 unités de logement à partir de 2025. La Société canadienne d'hypothèques et de logement affirme qu'il faudra construire 5,8 millions de logements supplémentaires d'ici 2030 pour atteindre son estimation de l'abordabilité et atténuer la crise du logement, alors que les projections actuelles sont loin d'atteindre les 3 millions d'unités.



Avant la publication de l'Énoncé, Chrystia Freeland a déclaré aux journalistes : « Il faut nous assurer que nos investissements procurent aux Canadiens ce dont ils ont besoin, mais il faut aussi le faire dans un cadre responsable d'un point de vue fiscal. Nous ne serons pas capables de tout faire. »

« Nous ne serons pas capables de tout faire » est un euphémisme. Le gouvernement est prisonnier du dogme impérialiste de la « responsabilité fiscale et de la recherche d'un juste équilibre ». Des milliards de recettes gouvernementales peuvent être trouvés pour l'achat de F-35 américains, le service de la dette publique et les cadeaux aux entreprises mondiales comme Stellantis. Les subventions aux riches sont devenues de rigueur pour tout investissement privé important, comme les milliards pour les usines de batteries en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Ces investissements ne sont jamais remis en question comme étant financièrement et socialement irresponsables et au service des intérêts privés des riches du monde. Ce n'est que lorsqu'on aborde les problèmes économiques et sociaux auxquels les travailleurs canadiens sont confrontés que la question de la responsabilité fiscale et de la recherche d'un équilibre se pose.

Les priorités et l'objectif des gouvernements à tous les niveaux sont de servir les riches et non les travailleurs. Les riches et leurs pairs contrôlent les gouvernements des partis cartellisés partout au

pays. Ils ont inventé un dogme pour expliquer pourquoi ils ne peuvent pas arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux.



Certains parmi les médias de masse monopolisés sont obligés d'admettre que les conditions sociales de la population se détériorent. Le *Toronto Sun* écrit : « Des millions de Canadiens sont pris au milieu d'une crise d'abordabilité que même le gouvernement Trudeau admet être sérieuse. Les gens perdent leur maison à cause des taux d'intérêt hypothécaires élevés ou paient des loyers exorbitants à cause d'une pénurie nationale de logements, tandis que l'inflation gruge les budgets des ménages pour les nécessités comme la nourriture et le logement. Selon Banques alimentaires Canada, l'utilisation des banques alimentaires, avec près de deux millions de visites en mars de cette année, a atteint son niveau le plus élevé depuis qu'on a commencé à tenir des registres en 1989. »

Les données préliminaires de Statistique Canada montrent que l'économie s'est contractée au troisième trimestre de cette année, la deuxième contraction consécutive. Le nombre de sans-abri au Canada a doublé par rapport à l'année dernière et l'insécurité alimentaire a monté en flèche. C'est la dure réalité à laquelle les Canadiens sont confrontés et aucun dogme ne peut la faire disparaître. Les Canadiens ont besoin d'une augmentation des investissements dans les programmes sociaux et d'une nouvelle direction de l'économie, qui ne soit plus au service des riches et de leurs entreprises mondiales, mais au service du peuple et de ses entreprises publiques, afin que les travailleurs puissent bâtir une économie indépendante en dehors et au-delà des tentacules des parasites mondiaux et de leurs guerres, de leur exploitation, de leurs paiements d'intérêts volés et de leurs crises économiques récurrentes.

Bien sûr, Chrystia Freeland ne veut rien entendre et balaie du revers de la main les problèmes et la possibilité d'une nouvelle direction et d'un objectif prosocial pour l'économie. Reprenant le dogme impérialiste, elle déclare : « C'est un équilibre difficile à trouver... d'une part, soutenir les Canadiens comme nous devons le faire et, d'autre part, être responsable sur le plan financier. Mais c'est un équilibre que nous sommes déterminés à atteindre. Nous ne serons pas capables de tout faire. »

Autrement dit, le statu quo qui consiste à payer les riches et les parasites mondiaux est maintenu et l'Énoncé économique du gouvernement assure le maintien de cette direction. L'élite dirigeante exige le maintien du statu quo et laisse entendre que le seul problème à l'heure actuelle est que la marque libérale est fatiguée, a perdu de son attrait, et qu'elle a besoin d'être remplacée. Amenez les conservateurs, crie-elle, pour venir à la rescousse du vieux dogme impérialiste en lui donnant un nouveau visage. Cela souligne la nécessité d'un renouveau politique démocratique pour écarter des positions et de privilège ces escrocs des partis cartellisés.

Un spectacle parlementaire pour annoncer qu'il n'y a pas grand-chose qu'on puisse faire

Lorsque le parti cartellisé libéral au pouvoir et son partenaire néodémocrate ont abordé l'Énoncé économique de l'automne, ils ont donné un spectacle parlementaire pitoyable dans une tentative ratée de faire bonne figure alors qu'ils avaient déjà déclaré que rien ne serait fait pour résoudre les

problèmes économiques et sociaux croissants du pays. L'Énoncé économique n'annonçait rien de plus qu'un peu d'argent pour des prêts aux entreprises de construction à partir de 2025 alors que des millions de nouveaux logements sont nécessaires immédiatement.

Le chef du NPD, Jagmeet Singh, a reconnu nerveusement que l'Énoncé économique n'avait rien accompli au sujet de la crise de la « capacité de payer » à laquelle est confrontée la population, y compris aucun mouvement sur l'objectif de sa politique d'assurance-médicaments, mais il s'est engagé à maintenir le soutien de son parti cartellisé au gouvernement libéral pour qu'il reste au pouvoir jusqu'à l'automne 2025.

Les Canadiens sont coincés dans un système politique anti-démocratique qui les prive des outils nécessaires pour mobiliser du peuple pour faire avancer le pays avec une nouvelle direction prosociale.

*Arrêtez de payer les riches !
Augmentez les investissements dans les programmes sociaux !
Investissons le peuple du pouvoir !*



Les grandes lignes de l'Énoncé économique de l'automne

Les recettes fiscales du gouvernement fédéral s'élèvent à 456,2 milliards de dollars.

Les dépenses fédérales s'élèvent à 496,3 milliards de dollars.

Les déficits budgétaires sont de 40,0 milliards de dollars pour 2023-2024, de 38,4 milliards de dollars pour 2024-2025 et de 38,3 milliards de dollars pour 2025-2026.

Cette année, la dette totale de l'État s'élève à 1 254,6 milliards de dollars.

Les paiements annuels d'intérêts sur la dette publique s'élèveront à 52,4 milliards de dollars pour l'exercice en cours et devraient bientôt dépasser les 60 milliards de dollars.

Comme on peut le voir, les paiements d'intérêts dépassent désormais 10 % des dépenses totales du gouvernement, ce qui était considéré comme une « ligne rouge » à ne pas franchir.

La croissance du PIB devrait stagner à 0,4 % l'année prochaine, ou chuter dans une croissance négative. La valeur sociale produite et consommée par 600 000 nouveaux immigrants par an est le seul facteur qui empêche le PIB de tomber en récession.

Quinze milliards de dollars seront mis à disposition sous forme de prêts, à partir de l'exercice 2025-2026, pour construire plus de 30 000 logements dans tout le Canada.

Un milliard de dollars sera affecté à un nouveau fonds pour le logement abordable sur trois ans, à compter de l'exercice 2025-2026, qui, selon les prévisions du gouvernement fédéral, contribuera à la construction de 7 000 nouveaux logements.

Sept milliards de dollars sont disponibles dans un fonds d'investissement économique pour les technologies propres, alloués à des contrats spéciaux accordés à des entreprises pour des investissements visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Trente-cinq millions de dollars sont prévus pour l'« enquête publique sur les tentatives d'ingérence étrangère ».

Cinquante millions de dollars sont prévus pour aider les municipalités à sévir contre les locations à court terme. Le gouvernement fédéral a l'intention de refuser les déductions d'impôt lorsque les exploitants de logements locatifs à court terme ne respectent pas les règles provinciales et municipales.

Cent vingt-neuf millions de dollars seront consacrés à la mise à jour du crédit d'impôt pour la main-d'oeuvre journalistique canadienne, à compter de cette année. Ottawa propose de faire passer de 55 000 à 85 000 dollars le plafond du revenu du temps de travail pouvant être réclaté par un membre du personnel admissible d'une salle de rédaction. Il augmente également le montant du salaire qui peut être réclaté dans le cadre du programme, le faisant passer de 25 % à 35 %.

Travailleurs saisonniers : Le gouvernement indique qu'à partir de cette année, les travailleurs saisonniers pourront bénéficier d'un maximum de quatre semaines supplémentaires de prestations régulières d'assurance-emploi.

Aucune modification des taux d'imposition des particuliers et des sociétés.

Le gouvernement permettra aux institutions financières qui reçoivent des dividendes sur des « actions privilégiées imposables » (tel que défini dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*) de continuer à bénéficier de cette déduction.

L'Énoncé introduit une exonération d'impôt temporaire pour certains gains en capital réalisés sur la vente d'une entreprise aux fiducies collectives des employés. Cette exemption s'appliquerait à la première tranche de 10 millions de dollars de gains en capital réalisés lors de la vente.

Les prêts concessionnels conclus de bonne foi dont les modalités de remboursement consentis par les administrations publiques sont raisonnables ne seront généralement pas considérés comme une aide gouvernementale, à compter du 21 novembre 2023.

Les contribuables ne pourront plus demander certaines déductions d'impôt sur le revenu liées aux dépenses pour les revenus locatifs à court terme. Plus précisément, les contribuables ne pourront plus demander de déductions :

- Pour les dépenses engagées pour gagner un revenu de location à court terme, y compris les frais d'intérêt, dans les provinces et les municipalités qui ont interdit les locations à court terme ;

- Lorsque les exploitants de logements servant à la location à court terme ne se conforment pas aux exigences provinciales ou municipales applicables en matière de licences, de permis ou d'enregistrement.

Les biens requis pour convertir l'hydrogène propre en ammoniac seront admissibles au crédit d'impôt à l'investissement (CII) pour l'hydrogène propre à un taux de 15 %. Les projets éligibles peuvent utiliser des contrats d'achat d'électricité et d'autres instruments similaires pour calculer l'intensité carbone d'un projet au lieu d'utiliser l'intensité carbone du réseau électrique, lorsque l'électricité achetée provient d'une production hydroélectrique, solaire ou éolienne qui remplit certaines conditions :

- L'utilisation de gaz naturel renouvelable serait admissible aux fins du calcul de l'intensité carbonique d'un projet admissible, sous réserve de certaines conditions.

L'Énoncé élargit l'admissibilité aux crédits d'impôt à l'investissement dans les technologies propres

et l'électricité propre pour inclure des systèmes qui produisent de l'électricité ou à la fois de l'électricité et de la chaleur à partir de déchets de la biomasse. Les biens éligibles comprendraient, entre autres, le matériel de production d'électricité, le matériel de production de chaleur et le matériel de récupération de chaleur.

Élargissement de l'éligibilité au crédit d'impôt pour l'investissement dans l'électricité propre, y compris un calendrier pour la mise en oeuvre d'autres crédits d'économie propre proposés, notamment le crédit d'impôt pour l'investissement dans le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, le crédit d'impôt pour l'investissement dans les technologies propres, les exigences en matière de main-d'oeuvre liées au crédit d'impôt pour l'investissement dans les technologies propres, l'hydrogène propre, l'électricité propre et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone.

Le gouvernement prévoit d'introduire une mesure législative au début de 2024 pour un crédit d'impôt à l'investissement dans la fabrication de technologies propres.

Le gouvernement a l'intention de tenir des consultations avec les provinces et les territoires sur le crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre (pour les services publics) et de présenter un projet de loi connexe à l'automne 2024.

L'Énoncé propose des changements pour permettre à l'Agence du revenu du Canada de partager des renseignements sur les contribuables avec un fonctionnaire de Services publics et Approvisionnement Canada afin d'aider à administrer et à appliquer le Régime canadien de soins dentaires.

L'Énoncé propose de rendre l'exemption pour les revenus de transport maritime international dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* généralement disponible pour les entreprises résidentes canadiennes.

L'Énoncé annonce des modifications aux règles relatives au choix de la coentreprise, qui permettent aux contribuables de choisir la comptabilité simplifiée de la TPS/TVH dans certaines circonstances.

L'énoncé modifie les règles relatives à la taxe sur les logements sous-utilisés (TLSU) pour certains propriétaires de biens immobiliers. Ainsi, les « personnes morales canadiennes déterminées », les associés de « sociétés de personnes canadiennes déterminées » et les fiduciaires de « fiducies canadiennes déterminées » n'auront pas d'obligation de déclaration en vertu de ces règles (c'est-à-dire qu'ils seront considérés comme des « propriétaires exclus » aux fins de la taxe sur les logements sous-utilisés). Il introduit une nouvelle exonération de la TLSU pour les biens résidentiels situés dans certaines régions à faible densité de population qui sont détenus comme lieu de résidence ou d'hébergement pour les employés, à compter de l'année civile 2023 et des années civiles suivantes. Il prévoit que les immeubles d'habitation en copropriété ne sont pas des « biens résidentiels » aux fins de la TLSU, à compter de l'année civile 2022 et des années civiles suivantes. Il réduit les pénalités minimales pour inobservation à 1 000 dollars pour les particuliers (au lieu de 5 000 dollars) et à 2 000 dollars pour les sociétés (au lieu de 10 000 dollars) par défaut, pour 2022 et les années civiles suivantes. Il prévoit qu'un particulier ou une unité conjugale ne peut demander l'exonération de la TLSU pour les « propriétés de vacances » que pour une seule propriété résidentielle pour une année civile, à compter de 2024 et des années civiles suivantes.

L'Énoncé propose d'exonérer de la TPS/TVH les services professionnels rendus à des particuliers par des psychothérapeutes et des thérapeutes en counseling.

L'Énoncé élargit la suppression déjà annoncée de la TPS sur la construction de logements locatifs neufs admissibles aux sociétés coopératives d'habitation qui fournissent des logements locatifs à long terme, pourvu que d'autres conditions soient remplies. Cette mesure ne s'applique qu'aux projets dont la construction débute entre le 14 septembre 2023 et la fin de 2030, et qui se terminent avant 2036.

Le gouvernement poursuivra la mise en oeuvre des mesures fiscales annoncées précédemment pour « moderniser la règle générale anti-évitement, les plafonds de déductibilité des intérêts, les détails des sociétés privées sous contrôle canadien, le cadre de transfert intergénérationnel des entreprises, l'impôt minimum de remplacement et les fiducies collectives des employés. »

Le gouvernement poursuivra la mise en oeuvre d'autres mesures fiscales annoncées précédemment, notamment « l'amélioration des taux d'imposition réduits pour les fabricants de technologies à zéro émission ; élargissement des déductions pour actions accréditatives et du crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques – aux activités d'extraction de lithium à partir de saumures. »



Hausse de l'endettement des gouvernements dans le monde

Le monde croule sous la dette envers les riches

Les Nations unies ont publié un rapport alarmant sur l'endettement croissant des gouvernements du monde entier. La dette des administrations publiques a été multipliée par cinq depuis 2000, pour atteindre le chiffre record de 92 000 milliards de dollars (US) en 2022, soit une hausse plus rapide que le PIB mondial, qui a triplé au cours de la même période. La croissance du PIB est principalement attribuée à la transformation des pays en développement, qui sont passés d'une petite production rurale à une grande production industrielle socialisée en milieu urbain. Soixante-dix pour cent de la dette publique mondiale est détenue par les centres impérialistes, les États-Unis arrivant largement en tête avec 32 500 milliards de dollars, soit environ un tiers de la dette publique mondiale totale.

La croissance rapide des paiements d'intérêts, qui dépassent les autres dépenses publiques, est particulièrement préoccupante en ce qui concerne la dette publique mondiale. Le rapport des Nations unies indique qu'un nombre croissant de pays se retrouvent piégés dans une situation où leur développement et leur capacité à gérer la dette sont compromis.

Certains gouvernements sont contraints de dépenser davantage pour le service de la dette que pour des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation, d'autres programmes sociaux et les infrastructures nécessaires. Au moins 19 pays en développement consacrent plus de fonds publics au paiement des intérêts qu'à l'éducation, et 45 consacrent plus d'argent aux intérêts qu'aux dépenses de santé. Un ensemble de 48 pays en développement comptant 3,3 milliards d'habitants, soit près de la moitié de l'humanité, subissent des paiements d'intérêts annuels qui dépassent les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation ou à d'autres investissements nécessaires au développement.

Dans ce contexte, les pays africains paient en moyenne quatre fois plus pour leurs emprunts que les États-Unis et huit fois plus que l'Allemagne. La moitié des pays en développement consacrent au moins 7,4 % de leurs recettes d'exportation au service de la dette publique extérieure.

Privatisation des prêts et de la dette

Les créanciers multilatéraux tels que le FMI et la Banque mondiale perdent de leur importance en tant que créanciers, les cartels privés prenant le contrôle des prêts mondiaux. Le recours croissant aux prêteurs privés, tels que les détenteurs d'obligations, les banques, les cartels d'investissement et autres prêteurs privés, s'est traduit par une dette plus coûteuse, des échéances plus courtes et une restructuration de la dette plus compliquée en cas de crise.

Au cours des dix dernières années, la part de la dette publique extérieure due aux créanciers privés a augmenté dans toutes les régions, représentant 62 % de la dette publique extérieure totale des pays en développement en 2021, contre 47 % il y a dix ans. Le rapport laisse entendre que la part croissante de la dette publique due à des créanciers privés présente deux défis : emprunter auprès de sources privées est plus coûteux que les financements concessionnels (assortis de conditions) provenant de sources multilatérales et bilatérales, et la complexité croissante de la base des créanciers rend plus difficile la réussite d'une restructuration de la dette lorsque cela s'avère nécessaire. Il n'existe actuellement aucun mécanisme permettant d'aborder la question de la restructuration de la dette entre les différentes catégories de prêteurs privés et multilatéraux. Les retards et les incertitudes augmentent les coûts de résolution des crises de la dette. Le rapport indique que 52 pays au total, soit près de 40 % du monde en développement, connaissent de « graves problèmes d'endettement ».

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a commenté le rapport en ces termes : « La moitié de notre monde s'enfoncé dans un désastre en matière de développement, alimenté par une crise de la dette écrasante. » Ces niveaux d'endettement insoutenables sont un « échec systémique » résultant de « l'inégalité de l'ère coloniale intégrée dans notre système financier mondial obsolète », a expliqué le chef de l'ONU. La dette est devenue « un piège qui génère simplement plus de dette », a-t-il déclaré.

Les pays les plus pauvres dépendent de plus en plus de créanciers privés qui imposent des taux d'intérêt très élevés et se voient contraints d'emprunter davantage « pour leur survie économique ». Antonio Guterres déplore que la moitié de l'humanité vit dans des pays qui sont contraints de dépenser davantage pour le service de leur dette que pour des « investissements essentiels » tels que la santé, l'éducation et les « objectifs de développement durable ou la transition énergétique, qui n'est rien de moins qu'un désastre en matière de développement. [...] Et pourtant, parce que ces dettes insoutenables sont concentrées dans les pays pauvres, elles ne sont pas considérées comme un risque systémique pour le système financier mondial », a ajouté le secrétaire général des Nations unies.

Le rapport souligne que les pays en développement sont très exposés aux chocs extérieurs parce qu'ils doivent rembourser leurs dettes en devises étrangères, principalement en dollars américains. Il précise que les pays en développement qui dépendent fortement de l'exportation de leurs ressources naturelles ne peuvent pas faire face à l'augmentation des paiements d'intérêts. La part de la dette publique extérieure par rapport aux exportations est passée de 71 % en 2010 à 112 % en 2021. La moitié des pays en développement consacrent au moins 7,4 % de leurs recettes d'exportation au service de la dette publique extérieure, contre 3,9 % en une décennie. À titre de comparaison, l'accord de Londres de 1953 sur la dette de guerre de l'Allemagne limitait à 5 % le montant du revenu brut des exportations pouvant être consacré au service de la dette extérieure (publique et privée) afin de ne pas compromettre la reprise.

Actuellement, la moitié des pays en développement consacrent plus de 1,5 % de leur PIB et 6,9 % de leurs recettes publiques aux paiements d'intérêts, ce qui représente une forte augmentation au cours de la dernière décennie, selon le rapport. L'augmentation des paiements d'intérêts est un problème généralisé et insoutenable. Le nombre de pays où les paiements d'intérêts représentent 10 % ou plus des recettes publiques est passé de 29 pays en 2010 à 55 en 2020. Au cours de la dernière décennie, les paiements d'intérêts ont augmenté plus rapidement que les dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation, aux infrastructures et à d'autres investissements nécessaires. L'augmentation rapide des paiements d'intérêts réduit les dépenses dans ces domaines clés.

L'augmentation de la dette des pays en développement auprès des prêteurs internationaux serait principalement due à un manque d'accumulation interne de revenus publics et à l'absence d'autres sources de financement. La situation a été exacerbée par la pandémie de COVID-19, l'inflation des prix et les coûts associés aux changements climatiques. En conséquence, le nombre de pays confrontés à des niveaux d'endettement élevés a fortement augmenté, passant de seulement 22 pays en 2011 à 59 pays en 2022. La dette publique totale des pays en développement est passée de 35 % du PIB en 2010 à 60 % en 2021. La dette publique extérieure, c'est-à-dire la part de la dette publique due à des créanciers étrangers, a augmenté au cours de la même période, passant de 19 % à 29 % du PIB.

Les pays en développement sont confrontés à des défis supplémentaires en raison des niveaux élevés de la dette publique extérieure, principalement détenue en devises américaines ou dans d'autres devises impérialistes. Cela les rend plus vulnérables aux chocs extérieurs. Si l'on compare les niveaux d'endettement croissants des pays en développement à leur capacité à générer des devises étrangères par le biais des exportations, on constate qu'ils sont incapables d'acquiescer des revenus suffisants pour assurer le service de leurs obligations au titre de la dette extérieure. Lorsque les conditions financières mondiales changent, comme lors de la crise économique de 2008 ou de la récente pandémie et de l'inflation des prix, les investisseurs internationaux deviennent plus « prônés à ne pas prendre de risques » et exigent des conditions plus strictes et des intérêts plus élevés. De même, lorsque la devise d'un pays se dévalue, les paiements de la dette en devises étrangères peuvent monter en flèche, ce qui laisse encore moins d'argent pour les programmes sociaux et le développement nécessaire.

L'« échec systémique » des relations économiques mondiales et la crise mondiale croissante de la guerre et de la pauvreté soulignent la nécessité d'une nouvelle direction des affaires économiques et politiques internationales. Le rêve d'une humanité unique vivant ensemble dans le respect mutuel et le développement pour le bien commun peut et doit devenir réalité. Pour le rapport complet des Nations unies, voir : *A World of Debt, UNCTAD*.



Preuve de la nécessité d'un moratoire sur le service de la dette impérialiste

« Le poids du service de la dette dans les pays pauvres atteint un niveau sans précédent depuis 2000 », se lit le communiqué de presse de la Banque mondiale annonçant son rapport de 2022 sur la dette internationale. Voici des extraits du rapport accompagnés de commentaires.

« Les [75] pays les plus pauvres éligibles aux financements de l'Association internationale de développement (IDA) consacrent aujourd'hui plus d'un dixième de leurs recettes d'exportation au service de leur dette extérieure à long terme, publique ou garantie par l'État, soit un niveau sans précédent depuis 2000.

« [Le rapport de la Banque mondiale] constate que toutes les économies en développement, à revenu faible ou intermédiaire courent des risques croissants liés à leur dette. Fin 2021, la dette extérieure de ces pays s'élevait à 9 000 milliards de dollars, soit plus du double de son montant d'il y a dix ans. Durant la même période, la dette extérieure totale des pays IDA a presque triplé pour s'élever à 1 000 milliards de dollars. La hausse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance mondiale risquent de faire basculer un grand nombre de pays dans une crise de la dette, sachant qu'environ 60 % des pays les plus pauvres sont actuellement exposés à un risque élevé de surendettement ou déjà surendettés.

« Le rapport révèle ainsi qu'à la fin de l'année 2021, les paiements du service de la dette extérieure à long terme publique et garantie par l'État des pays éligibles à l'IDA s'élevaient à 46,2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 10,3 % de leurs exportations de biens et services et de 1,8 % de leur revenu national brut (RNB). Ces pourcentages sont en nette augmentation par rapport à 2010, quand ils étaient respectivement de 3,2 % et 0,7 %. En 2022, le service de la dette des pays IDA devrait augmenter de 35 % pour atteindre plus de 62 milliards de dollars, c'est-à-dire l'une des plus fortes progressions annuelles de ces deux dernières décennies. »

Commentaire : Un dixième du revenu d'exportation brut perdu à cause du service de la dette est un montant énorme pour n'importe quel pays, et encore plus pour un pays pauvre. Les investissements impérialistes dans les pays pauvres sont généralement destinés à accroître les exportations et non le développement interne d'une économie locale autonome. Les impérialistes affirment que les revenus des exportations peuvent être utilisés pour résoudre les problèmes sociaux et pour le développement interne. Les énormes charges du service de la dette et le sous-développement continu des pays les plus pauvres démentent ces affirmations.

Une grande partie de l'argent investi par les impérialistes, en dehors de celui investi dans les entreprises qu'ils possèdent, est destinée aux infrastructures nécessaires à leurs entreprises ou aux gouvernements locaux à leur service, en particulier pour les forces militaires et policières. Les entreprises que les impérialistes possèdent et contrôlent, y compris les mines, extraient du pays ciblé les ressources dont elles ont besoin, et qu'elles exigent, ainsi qu'une énorme valeur ajoutée, c'est-à-dire le profit que les travailleurs produisent lors de l'extraction puis du raffinage de ces matériaux.

Les revenus d'exportation des pays en développement provenant de la vente à l'étranger de ressources et d'autres produits sociaux sont directement sabotés par l'expropriation de la valeur sociale produite en tant que profit d'entreprise par les propriétaires impérialistes, en paiement du service de la dette aux propriétaires étrangers de la dette et en paiement des biens et services qu'ils achètent aux impérialistes. Le boeuf est écorché plusieurs fois, et sans cesse, par les propriétaires d'entreprises étrangères et les investisseurs qui bénéficient de la propriété directe des entreprises, de la dette extérieure qu'ils détiennent et des accords d'achat qu'ils ont conclus avec les centres impérialistes, en particulier pour les fournitures militaires.

Association internationale de développement (IDA)

La Banque mondiale a créé l'IDA en 1960 pour maintenir l'Afrique subsaharienne et d'autres régions sous le contrôle et l'exploitation impérialistes. L'IDA renforce le contrôle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'organisme de prêt initial de la Banque mondiale. L'IDA compte aujourd'hui 75 pays^[1] et accorde des prêts à faible taux d'intérêt, appelés « crédits », pour des projets que les impérialistes américains et leurs proches alliés, comme l'élite dirigeante du Canada, jugent dignes d'intérêt et qui servent à consolider leur contrôle économique et l'hégémonie politique et militaire de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Le montant annuel des prêts additionnels de l'IDA aux 75 pays les plus pauvres a augmenté continuellement au cours des trois dernières années pour atteindre environ 36 milliards de dollars. Ce montant, bien qu'important pour ces pays pauvres, n'est qu'une fraction des milliers de milliards de dollars de flux mondiaux de valeur sociale provenant d'institutions impérialistes telles que le FMI, d'autres entreprises financières contrôlées par l'État et les banques et autres sociétés financières, commerciales et industrielles dominantes détenues et contrôlées par le secteur privé.

Rappelons que l'ère impérialiste est marquée par la circulation de la valeur sociale dans le monde entier, à la recherche incessante du profit maximum pour ses propriétaires et pour assurer le maintien du contrôle économique, politique et militaire mondial par les intérêts privés les plus

puissants, centrés sur les centres impérialistes. L'objectif du flux mondial de valeur sociale n'est pas le développement mutuel de toute l'humanité pour le bien-être des personnes et l'humanisation de l'environnement social et naturel, mais la poursuite de la domination du monde par les impérialistes les plus puissants pour servir les intérêts privés de l'élite dirigeante.

Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, est cité dans le communiqué de presse : « *La crise de la dette à laquelle sont confrontés les pays en développement s'est aggravée.* »[2] Évidemment, il n'identifie pas la Banque mondiale comme faisant partie du problème. Il n'expose pas non plus la racine du problème, à savoir le contrôle impérialiste et l'objectif et l'obsession du profit privé maximal aux dépens de l'humanité et de la Terre Mère.

Selon la Banque mondiale, les crises de la dette résultent d'un manque de « transparence de la dette ». Le communiqué de presse indique que « les vulnérabilités grandissantes de la dette soulignent le besoin urgent d'en améliorer la transparence et de fournir des informations plus complètes afin de renforcer la capacité des pays à gérer les risques d'endettement et à utiliser efficacement leurs ressources en faveur d'un développement durable ».

Indermit Gill, premier vice-président et économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale, a le culot d'en rejeter la responsabilité sur les pays pauvres qui « glissent aveuglément dans une crise de la dette » en raison de l'« opacité de la dette ». Que diriez-vous d'une mesure un peu plus concrète pour remédier à la situation, comme un moratoire sur le service de la dette et un changement d'objectif du système économique, qui passerait de l'expropriation du profit privé maximal à l'utilisation de la valeur sociale produite par les peuples pour le bien-être de tous et le développement mutuel de leurs économies, de sorte que, en plaçant l'économie sous leur contrôle, ils puissent humaniser l'environnement social et naturel ?

Pour Indermit Gill, cela n'est d'aucun intérêt et il suggère plutôt ceci : « *Des données complètes et transparentes améliorent la gestion de la dette. Elles rendent plus fiables les analyses de viabilité et elles facilitent la mise en oeuvre des restructurations de la dette afin que les pays puissent retrouver rapidement la stabilité et la croissance économiques. À long terme, aucun créancier n'a intérêt à dissimuler les montants de dette publique.* » Le vice-président de la Banque mondiale veut « la stabilité économique et la croissance » pour servir les créanciers impérialistes.

La question se pose immédiatement de savoir quand l'Afrique, par exemple, a-t-elle connu « la stabilité et la croissance économiques » auxquelles elle pourrait revenir. Les États-Unis et les anciennes puissances coloniales ont sauvagement attaqué, exploité et pillé les ressources humaines et naturelles de l'Afrique pendant des siècles, en commençant par l'inhumaine traite des esclaves.

Non, la Banque mondiale et l'élite dirigeante ne veulent rien savoir des conditions concrètes et présenter de vraies solutions qui ouvriraient une voie vers l'avant, comme un moratoire sur le service de la dette. Au lieu de cela, elle se félicite et crée l'illusion que le système économique qui est à l'origine des crises récurrentes, et l'élite dirigeante qui le contrôle, vont régler les problèmes. Cela n'arrivera pas ! Pas sans une lutte organisée et déterminée des travailleurs eux-mêmes pour imposer des réformes qui servent le peuple, telles qu'un moratoire sur le service de la dette impérialiste et des investissements accrus dans les programmes sociaux, qui ouvriraient la voie à un nouvel objectif et une nouvelle direction pour l'économie.

La Banque mondiale écrit pour se féliciter et pour maintenir la domination et l'exploitation de l'élite impérialiste : « Le nouveau rapport sur la dette internationale marque une avancée dans la transparence de la dette. Il s'appuie sur la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale, la source la plus complète d'informations comparables sur la dette extérieure des pays à revenu faible et intermédiaire.

Il va plus loin que les rapports précédents, en y ajoutant une analyse approfondie et en élargissant

l'étendue et la spécificité des données qu'il contient. » Bla, bla, bla. Il n'est pas étonnant que les gens méprisent tant les banquiers.

Mais les faits reviennent sans cesse hanter les bluffeurs et les illusionnistes. La Banque mondiale admet : « La croissance mondiale a fortement marqué le pas en 2022. Alors que le monde est confronté à un resserrement général des politiques monétaires et budgétaires sans précédent depuis 50 ans, le risque d'une récession planétaire l'année prochaine s'est amplifié. La dépréciation des devises a aggravé la situation de nombreux pays en développement dont la dette est libellée en dollars. »

« Au cours de la dernière décennie, la composition de la dette des pays IDA a considérablement changé. Ainsi, la part de la dette extérieure contractée auprès de créanciers privés a fortement progressé : fin 2021, les économies à revenu faible et intermédiaire devaient 61 % de leur dette publique et garantie par l'État à des prêteurs privés, soit une augmentation de 15 points de pourcentage par rapport à 2010. Dans les pays éligibles à l'IDA, 21 % de la dette extérieure était due à des créanciers privés à la fin de l'année dernière, soit 16 points de plus qu'en 2010. »

Dans l'ensemble du monde impérialiste, les milliardaires les plus riches et leurs serviteurs contrôlent de plus en plus directement non seulement l'économie, mais aussi les institutions politiques et gouvernementales, y compris la police et l'armée. Tout est privatisé et placé sous leur contrôle direct.

Pour qu'un moratoire sur le service de la dette devienne une réalité, il faut un effort collectif déterminé des travailleurs organisés. Un moratoire sur le service de la dette remet en cause l'autorité et les objectifs des impérialistes au pouvoir. La victoire d'un moratoire sur le service de la dette serait un pas en avant pour les forces populaires dans la bataille épique contre l'impérialisme.

Note

1. Liste de la Banque mondiale des 75 pays désignés par l'Association internationale de développement (IDA).

AFRIQUE

Bénin
Burkina Faso
Burundi (2,4)
Cameroun (2,4)
Cabo Verde (2,3)
République Centrafricaine
Tchad (2,3)
Comores (3)
Congo, République démocratique du
Congo, République du (2,4)
Côte d'Ivoire (4)
Erythrée
Éthiopie
Gambie, The
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya (2,4)
Lesotho (4)
Libéria

Madagascar (2,4)
Malawi
Mali (2,4)
Mauritanie (4)
Mozambique
Niger
Nigéria
Rwanda
Sao Tomé et Príncipe (3)
Sénégal (4)
Sierra Leone
Somalie
Soudan du Sud
Soudan
Tanzanie
Togo
Ouganda
Zambie
Zimbabwe (1,2)

ASIE DE L'EST

Cambodge (4)
Fidji (2,3)
Kiribati (3)
République démocratique populaire lao (4)
Îles Marshall (3)
Micronésie, États fédérés de (3)
Myanmar (4)
Papouasie-Nouvelle-Guinée (2, 4)
Samoa (3)
Îles Salomon (3)
Timor-Leste (2, 3)
Tonga (3)
Tuvalu (3)
Vanuatu (3)
ASIE DU SUD
Afghanistan
Bangladesh (4)
Bhoutan (3)
Maldives (3)
Népal
Pakistan (2, 4)
Sri Lanka (4)

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Kosovo (4)
République kirghize
Tadjikistan
Ouzbékistan (2, 4)

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dominique (2, 3)
Saint-Vincent (2, 3)
Grenade (2, 3)
Guyane (3)
Haïti (4)
Honduras (4)
Nicaragua (4)
Sainte-Lucie (2, 3)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Djibouti (3)
République arabe syrienne (1)
Yémen, République du

(1) Pays inactifs : pas de financement actif de l'IDA en raison d'une situation de non-recouvrement prolongée.

(2) Pays mixtes : Éligibles à l'IDA mais également solvables pour certains emprunts de la BIRD.

(3) Emprunts aux conditions applicables aux petites économies, le cas échéant.

(4) Emprunt à des conditions de crédit mixtes.

75 pays éligibles à l'IDA ; 60 pays uniquement IDA ; et 15 pays mixtes.

Dernière mise à jour : 24 juillet 2023

2. Le Groupe de la Banque mondiale comprend tous les pays du monde à l'exception de : Andorre, Cuba, la République populaire démocratique de Corée, le Liechtenstein, Monaco, la Palestine, le Saint-Siège (Cité du Vatican) et l'île de Taïwan.



Déclaration de solidarité avec la communauté chinoise du Québec

Campagne de peur à propos de « postes de police chinois »

La Coalition pour sauver les institutions chinoises du Québec a émis la déclaration suivante à la fin de novembre.

Face à la menace urgente de perdre les deux seuls centres de services communautaires de la communauté chinoise au Québec, à savoir le Service à la famille chinoise du Grand Montréal (SFCGM) et le Centre Sino-Québec de la Rive-Sud (CSQRS), la Coalition pour sauver les institutions chinoises du Québec lance une campagne pour la défense de ces organisations de services communautaires.

Depuis qu'ils ont été publiquement mentionnés par la GRC le 9 mars, faisant l'objet d'enquêtes pour des soupçons d'être des « postes de police » chinois, ces deux centres communautaires n'ont toujours pas d'informations sur les infractions spécifiques dont ils sont soupçonnés. L'annonce, par la GRC en juin 2023, selon laquelle ils avaient mis fin à toutes les activités « illégales », n'a fait que soulever davantage de questions; la communauté se demandant quelles activités illégales avaient pris fin. La GRC n'a fourni aucune preuve ni information.

Suite à des allégations vagues, de nombreux services sociaux et activités communautaires ont été fermés en raison des coupures de financement des gouvernements provincial et fédéral. Cela inclut des cours de français dans le Quartier chinois, des services d'emploi pour les nouveaux immigrants, des activités sociales pour les aînés, des programmes pour les jeunes, ainsi que des subventions de rétablissement post-COVID. De nombreux travailleurs communautaires ont été licenciés tandis que le personnel restant jonglait avec les multiples besoins de la communauté. Les droits garantis par la Charte canadienne, tels que la présomption d'innocence, le droit de connaître les allégations précises portées contre eux, ainsi que leurs libertés d'expression et d'association, ont tous été bafoués.

Le dernier coup dur est survenu en septembre lorsque la banque, détentrice de l'hypothèque du bâtiment appartenant au Service à la famille chinoise du Grand Montréal et utilisé pour les services sociaux, les activités culturelles, les cours de loisirs pour personnes âgées et le centre d'innovation communautaire, a annoncé qu'elle ne renouvelerait pas l'hypothèque à l'expiration du contrat actuel en mars 2024. Ce bâtiment avait accueilli avec succès le forum de trois jours sur la réinvention de Chinatown, réunissant des experts de dix villes nord-américaines et présentant cinq expositions couvrant les visions historiques, culturelles et urbaines de Chinatown. Initialement conçu comme un centre culturel chinois, cet espace risque fort d'être arraché par les créanciers, et la communauté court le risque imminent de perdre à nouveau ce lieu précieux de rassemblement communautaire. Cette situation est en partie due à l'impact des déclarations publiques sinophobes et sans fondement de la GRC.

Lors d'une conférence de presse en mai, le sénateur Yuen Pau Woo a appelé la GRC à « fournir des informations et à clarifier la situation, et en attendant, à éviter de créer davantage de problèmes pour la communauté ».

Cette enquête de type « chasse aux sorcières » a des conséquences très concrètes sur la communauté sino-canadienne de Montréal. Nous courons le risque sérieux de perdre une organisation de services que la communauté a construite au cours des cinquante dernières années. Un énorme vide se fera sentir dans la communauté chinoise si deux Centres de services communautaires chinois sont contraints de fermer leurs portes en raison d'une enquête prolongée de la GRC. En tant que membres de la société québécoise qui devraient jouir de droits égaux, nous réitérons notre engagement à défendre les droits économiques, sociaux et humains de nos concitoyens québécois envers leurs institutions et services sociaux. Pour signer la déclaration, [cliquer ici](#).



Amérique latine et Caraïbes

Le nouveau partenariat de Biden pour la prospérité économique: un autre sommet pour déstabiliser les Amériques

Le 3 novembre, le président américain Joe Biden a accueilli à Washington le sommet dit « inaugural » du « Partenariat des Amériques pour la prospérité économique » (PAPE) convoqué par les États-Unis. Biden prétend que l'objectif du sommet est d'« harnacher l'incroyable potentiel économique des Amériques et de faire de l'hémisphère occidental la région la plus compétitive au monde sur le plan économique ». Plus spécifiquement, il s'agit de « renforcer les liens économiques afin de relever les défis que sont la migration, la guerre Israël-Palestine et l'accroissement du commerce entre les États-Unis et le reste des Amériques ».

Alejandra Garcia et Bill Hackwell ont publié un article intitulé « APEP Summit Highlights President Biden's Double Standards » (Le sommet du PAPE met en relief la politique des deux poids, deux mesures du président Biden ». Ils écrivent :

« Ces concepts peuvent sembler nobles et inoffensifs, mais loin d'atteindre les objectifs visés, la réunion a exposé la politique des deux poids, deux mesures du président Biden alors que de nouvelles sanctions unilatérales se corsent contre des pays ciblés sur le continent, qu'il y a une explosion de la migration mal gérée par son administration et qu'il appuie une guerre de carnage au Moyen-Orient, et y participe. »

Les auteurs citent Joe Biden qui a dit au début de l'événement : « Nous nous engageons à travailler ensemble pour gérer les niveaux historiques de migration qui ont des répercussions sur tous nos pays ». Ils appellent cela « une piètre tentative de réanimer la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) avec un groupe choisi de 12 pays qui ont déjà ou veulent avoir une entente de commerce libre et équitable avec les États-Unis, dont le Mexique, le Pérou, le Chili, la Colombie, le Canada, la République dominicaine, le Panama, la Barbade, l'Uruguay et l'Équateur. N'oublions pas que la ZLÉA avait bel et bien été négociée le 5 novembre 2005 à Mar del Plata au Sommet des présidents, époque à laquelle des milliers de personnes, dirigées par Hugo Chavez, avaient manifesté leur opposition, renvoyant Biden à la maison les mains vides. »

La question telle qu'elle se présente, selon les auteurs, « est comment contenir une crise de migration sur le continent si tous les pays des Amériques ne sont pas présents ? La secrétaire des Affaires étrangères [du Mexique] Alicia Barcena Ibarra, a souligné l'importance d'inclure tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes dans ce forum.

« Biden a été critiqué pour la débâcle de la crise frontalière. Au cours de sa campagne électorale, il avait promis de rendre les processus de migration aux États-Unis plus humains afin d'empêcher les entrées illégales, mais il a fait exactement le contraire.

« Selon David J. Bier, le directeur adjoint des études sur l'immigration à l'Institut Cato, le président a à peine modifié l'interdiction d'asile du président Trump. Contrairement au libellé clair de la loi sur l'asile, les immigrants sont présumés inéligibles pour l'asile s'ils traversent la frontière illégalement.

« Biden a aussi transformé le plan « Restez au Mexique » de Trump en « Déportez-les au Mexique ». À l'époque de Trump, certains demandeurs d'asile devaient attendre dans les villes les plus dangereuses du Mexique avant d'avoir droit à un procès au nord de la frontière. Sous Biden, plusieurs demandeurs d'asile sont déportés au Mexique en permanence sans aucune chance d'obtenir asile, même ceux qui ne sont pas mexicains. Il a aussi doublé le nombre d'immigrants détenus dans les centres de détention du Service de l'immigration et des contrôles douaniers en attendant d'être expulsés et il a négocié des ententes pour renouveler des déportations au Venezuela, à Cuba et en Haïti. Maintenant il continue même d'ériger le mur de Trump. »

Soulignant que les seuls engagements respectés par Biden sont ceux qu'il a fait aux fabricants d'armes, les auteurs disent : « Biden a aussi commencé la réunion avec un message d'espoir en dépit des difficultés posées par la guerre appuyée par les États-Unis à Gaza. Mais comment peut-il évoquer un tel espoir alors que les États-Unis ont été les premiers à exprimer leur appui indéfectible à Israël malgré les massacres qui s'annonçaient suite aux actions palestiniennes du 7 octobre et qu'ils expédient régulièrement des cargaisons de munitions vers Israël, que celui-ci l'ait demandé ou pas. »

Les auteurs concluent :

« La réalité est que le PAPE est en fait une maigre riposte à la perte constante de l'hégémonie des

États-Unis dans l'hémisphère face à l'influence économique grandissante de la Chine, et aussi face à l'Union européenne et sa plus récente offensive, le soi-disant 'Global Gateway', en vertu duquel ils cherchent à sécuriser les ressources naturelles dans leur propre région, selon Manuel Perez Rocha, chercheur à l'Institut d'études politiques.

« C'est le premier sommet en son genre, mais de tels paradoxes ne sont pas nouveaux. Il est peu probable que Washington sera réceptif aux demandes de ses voisins qui veulent des ententes réciproques et le respect, ou que ce nouveau sommet mette le continent sur la voie d'un avenir plus équitable, avec une migration sécuritaire et ordonnée et un réel libre échange entre pays avoisinants. Le PAPE semble bien être un autre projet bidon conçu par un Washington confus et dangereux et où il laisse transparaître un désespoir certain. »



La nouvelle présidence va plonger l'Argentine dans la crise



14 septembre 2023, marche contre Milei

Avec une population de 45 773 884 habitants et un produit intérieur brut (PIB) de 449,70 milliards de dollars américains, l'Argentine est la troisième économie d'Amérique latine après le Brésil et le Mexique, suivie de la Colombie.

Selon les données de l'Institute of International Finance, sa dette publique a dépassé les 400 milliards de dollars au deuxième trimestre 2023, atteignant ainsi des sommets historiques. Le Fonds monétaire international (FMI) indique que le ratio dette totale/PIB devrait passer de 84,7 % en 2022 à 89,5 % en 2023. L'inflation est actuellement de 140 %.

L'Argentine a subi des crises économiques dévastatrices depuis décembre 2001/janvier 2002 en raison de la « thérapie de choc » qui lui a été imposée par le FMI au début des années 1990. Cette situation va certainement s'aggraver dans la période à venir avec l'élection de Javier Milei à la présidence le 19 novembre. L'autorité électorale argentine a annoncé que Milei avait obtenu 55,7 % des suffrages exprimés et le ministre de l'Économie, Sergio Massa, 44,3 %. Milei s'est présenté sur la base d'un programme visant à lutter contre la dette élevée, l'inflation galopante et la pauvreté croissante en réduisant les dépenses consacrées aux programmes sociaux et aux services publics et

en « confiant au secteur privé tout ce qui peut l'être ». Dès qu'il a été déclaré président élu, il a dit que son intention immédiate était d'éliminer le déficit aussi rapidement que possible, afin que le pays soit en mesure de rembourser son énorme dette envers le FMI, qui s'élève actuellement à 45 milliards de dollars US plus les intérêts – le plus grand renflouement d'un pays dans l'histoire du FMI.

L'endettement de 57 milliards de dollars américains auprès du FMI, avec toutes les conditions onéreuses que cela implique, a été l'un des derniers actes de l'ancien président Mauricio Macri avant d'être battu en 2019, après un seul mandat, par le président Alberto Fernández. Fernández lui-même a refusé de se représenter pour un second mandat. Macri, un homme d'affaires multimillionnaire qui a toujours des ambitions politiques, a joué un rôle décisif dans l'élection de Milei en concluant un accord avec lui pour qu'il remette les voix d'une coalition de partis de « droite plus modérée » qu'il dirige à l'« ultra-droite » Milei pour le second tour de l'élection présidentielle, ce qui lui a permis de doubler les voix qu'il avait obtenues au premier tour et de passer devant Massa. Cependant, la coalition La Libertad Avanza (La liberté avance) de Milei ne détient que 38 sièges sur 257 à la Chambre des députés et 8 sur 72 au Sénat, sans compter qu'elle n'a aucun poste de gouverneur de province ou de maire. Macri et la section d'oligarques étrangers et locaux qu'il représente utiliseront sans aucun doute cette situation à leur avantage pour exercer une influence sur les plans de restructuration de l'État de Milei, sur le lieu et la manière dont les réductions de dépenses sont effectuées, et sur les bénéficiaires de ses programmes de privatisation et de remboursement de la dette pour s'assurer qu'ils sont favorisés par eux, et si ce n'est pas le cas, pour essayer de bloquer leur mise en œuvre.

Javier Milei, qui a été comparé à l'ancien président américain Donald Trump, se décrit comme un « anarcho-capitaliste ». Dans son discours de victoire, il a déclaré que « la reconstruction de l'Argentine commence aujourd'hui ». Il a ajouté : « La situation de l'Argentine est critique. Les changements dont notre pays a besoin sont radicaux. Il n'y a pas de place pour le gradualisme, pas de place pour les mesures tièdes. » Selon l'Associated Press, « une victoire de Milei entraînerait un brusque virage à droite du pays et l'accession à la présidence d'un nouveau législateur qui a fait ses débuts à la télévision en dénonçant ce qu'il appelle la 'caste politique' ».

L'intensification de l'offensive néolibérale antisociale va maintenant rendre les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres. Javier Milei a annoncé qu'il allait réduire la taille du gouvernement, dollariser l'économie et éliminer la Banque centrale en réduisant drastiquement les dépenses sociales et en privatisant la société énergétique majoritairement détenue par l'État, la société aérienne nationale et toutes les entreprises publiques de médias afin de lutter contre l'inflation galopante et l'endettement croissant qu'il impute aux gouvernements successifs qui ont imprimé de l'argent sans discernement afin de financer les dépenses publiques. Il a également fait campagne sur la réduction des liens avec la Russie, la Chine et le Brésil.

Comme partie de son programme antisocial, Milei adhère également à plusieurs politiques sociales conservatrices, notamment en s'opposant à l'éducation sexuelle dans les écoles et à l'avortement, que le Congrès argentin a légalisé en 2020 », rapporte l'Associated Press. Milei a souvent été vu en train de porter une tronçonneuse lors de rassemblements électoraux et il affirme maintenant que son élection montre que les Argentins l'ont élu pour mettre en œuvre cette offensive antisociale brutale, menaçant d'une action punitive rapide toute personne qui tenterait de s'y opposer. Une autre chose que Milei fait notoirement lors des rassemblements de campagne est d'agiter un grand drapeau israélien. Il a déclaré qu'il s'attendait à ce que les États-Unis et Israël soient les deux alliés les plus proches de son gouvernement. Une semaine après son élection, il s'est rendu à New York et a déclaré que son deuxième voyage à l'étranger serait en Israël, où son intention déclarée est de transférer l'ambassade d'Argentine de Tel Aviv à Jérusalem.

Parmi les positions scandaleuses que le nouveau gouvernement devrait promouvoir, la colistière de

Milei, Victoria Villaruel, a affirmé que le nombre de victimes de la sanglante dictature militaire argentine de 1976 à 1983 est bien inférieur à ce que les organisations de défense des droits humains affirment depuis longtemps.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a félicité Javier Milei pour son élection en disant : « Nous nous réjouissons de poursuivre la coopération bilatérale sur la base de valeurs et d'intérêts communs. »



La Haute Cour du Kenya bloque le déploiement d'une force policière interventionniste en Haïti

Le 16 novembre, le parlement du Kenya a approuvé un projet controversé du gouvernement de déployer près de 1 000 agents de police en Haïti, en dépit d'une injonction interdisant tout déploiement, dans l'attente d'une contestation juridique du projet. L'action judiciaire repose sur le fait que, en vertu de la Constitution, seule l'armée peut être déployée à l'étranger, et non la police. Le gouvernement a rejeté cet argument et défend sa cause. La Haute Cour rendra sa décision le 26 janvier 2024.

Ekuru Aukot, l'avocat constitutionnel menant l'action judiciaire contre le déploiement, a dit que si la police est autorisée à partir, il ira en appel pour contester cette décision devant la Cour d'appel, et possiblement devant la Cour supérieure, ce qui pourrait retarder davantage la mission. « Depuis que nous avons intenté un procès contre le ministre de l'Intérieur, si le déploiement va de l'avant, nous l'inculperons d'outrage au tribunal », a-t-il dit.

De son côté, l'opposition a condamné le vote, disant qu'on ne peut voter sur une question qui est devant les tribunaux. Mais le parti au pouvoir, qui est majoritaire, a approuvé le projet. Le pays fait partie de la communauté mondiale, ont soutenu les députés appuyant la motion, et on ne peut ignorer les appels à l'aide provenant d'autres pays. Le président kenyan William Ruto a appuyé le vote, disant : « L'Afrique veut contribuer à la liberté et à la sécurité d'Haïti. »



Le principal chef de l'opposition kenyane, Raila Odinga, a dit sur un réseau local de télévision en octobre : « Même avant de se tourner vers l'Afrique, Haïti est voisin des États-Unis, la nation la plus puissante au monde. En quoi le Kenya est-il si unique qu'il a été choisi pour mener une force multinationale en Haïti ? » Le déploiement en question de forces policières en Haïti suscite de l'opposition au pays. Ngugi wa Thiong'o – l'homme considéré comme étant le père de la littérature kenyane – a défendu le peuple haïtien et son opposition à l'ingérence étrangère en disant : « Si vous connaissiez l'histoire d'Haïti, aucune personne noire ne ferait une telle chose. »



Le Nicaragua complète son retrait de l'Organisation des États américains

Le 21 novembre, le gouvernement du Nicaragua a finalisé le processus officiel d'une durée de deux ans menant à son retrait de l'Organisation des États américains (OÉA), dont le ministre des Affaires étrangères Denis Moncada dit qu'elle est toujours « un ministère de colonies, conçu et organisé par les États-Unis pour dissimuler et justifier ses actions agressives contre les nations progressistes ».

Dans un message présenté par le ministre des Affaires étrangères, les dirigeants sandinistes ont décrit l'organisation comme étant un instrument d'ingérence contre l'indépendance, la souveraineté, le bien-être, la paix et la sécurité des peuples de l'hémisphère.

Denis Moncada a illustré ses propos en évoquant plusieurs attaques auxquelles l'OÉA a été mêlée avec l'appui des États-Unis, comme le renversement du président Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954 et l'invasion de la baie des Cochons (Playa Giron) à Cuba en 1961, entre autres. Il a souligné que les coups d'État législatifs sont appuyés par l'OÉA, conformément aux ordres de Washington. Il a rappelé que les faux rapports électoraux de l'OÉA ont été le fer de lance du coup d'État en Bolivie contre le président d'alors, Evo Morales.

Parlant du Nicaragua, il a rappelé les actions interventionnistes de l'OÉA, contrevenant aux principes de non-intervention dans les affaires internes et de souveraineté des États et du droit des peuples de choisir leur propre destin, actions qui se sont menées durant la tentative de coup d'État de 2018. Il a réaffirmé que le Nicaragua n'est pas la colonie d'aucune puissance et qu'il défend sa dignité nationale et les protocoles dans sa défense légitime de son indépendance, de sa souveraineté et de son autodétermination.

« Pour cette raison, en toute dignité, le gouvernement du Nicaragua, le 18 novembre 2021, s'est retiré de ce ministère des colonies et a dénoncé la charte de l'OÉA », a-t-il souligné. À cet égard, le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua a souligné que l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination sont des droits inaliénables du peuple, et que les Nicaraguayens se font un devoir de préserver et de défendre leur droit d'être.

« Et nous le faisons la tête haute, avec dignité, avec amour patriotique, fidèles à notre décision indéfectible, comme nous le faisons aujourd'hui, de concrètement répudier la charte de l'OÉA et ses conséquences internationales néfastes pour le Nicaragua », a-t-il dit.

Enfin, le ministre des Affaires étrangères a souligné, dans son message gouvernemental, que le chapitre dévastateur de l'OÉA était clos, contribuant à la disparition progressive de l'hégémonie unipolaire, et consolidant la multipolarité dans un monde juste, équitable, de paix, de sécurité, de stabilité, de développement et de progrès.

(Prensa Latina)



Les Guatémaltèques persistent à défendre le président élu Arevalo

Le 22 novembre, le président élu du Guatemala, Bernardo Arevalo, a une nouvelle fois rejeté les accusations portées contre lui par le ministère public corrompu qui est déterminé à empêcher son investiture en janvier 2024. Le président élu, qui dirige un parti appelé Movimiento Semilla

(Mouvement semence), a défendu son innocence et celle des membres de son parti dans une affaire de dommages présumés au patrimoine national déposée le 16 novembre. Le bureau du procureur cherche à impliquer la vice-présidente élue Karin Herrera dans la même affaire.

Lors de la présentation de l'affaire, le bureau du procureur a déclaré que les accusations découlaient de l'occupation du campus de l'Université San Carlos entre avril et juin 2022 par des dizaines d'étudiants qui protestaient contre ce qu'ils considéraient comme l'élection frauduleuse du nouveau recteur de l'université publique. L'accusation affirme qu'Arevalo a soutenu et encouragé les actions des étudiants. Depuis son élection le 20 août de cette année, Arevalo a averti que la procureure générale Consuelo Porras orchestrait un coup d'État contre lui afin d'empêcher son investiture le 14 janvier 2024.

« Personne ne devrait être persécuté pour ses opinions politiques. La vérité et la justice prévaudront. Nous ne les laisserons pas piétiner la graine de l'espoir », a déclaré Bernardo Arevalo devant le Congrès, ajoutant que les accusations portées contre lui manquaient de substance.

L'ancienne candidate de la Semilla au Congrès, Marcela Blanco, a fait sa première déclaration dans le cadre de la procédure judiciaire engagée le 16 novembre contre 27 personnes (dont cinq sont actuellement détenues) pour atteinte présumée au patrimoine national. Il s'agit de la même affaire qui lie Bernardo Arevalo, Karin Herrera, plusieurs législateurs de la Semilla et des militants de l'opposition. « Il s'agit d'un cas de persécution politique pour avoir dénoncé la corruption », a déclaré Blanco à son arrivée au tribunal avant le début de la procédure.

Un juge sanctionné par les États-Unis, Victor Cruz, a entamé la procédure par laquelle il décidera d'inculper ou non Marcela Blanco et d'autres étudiants et professeurs d'université.

Depuis le 12 juillet, le bureau du procureur a entamé une action en justice contre le processus électoral guatémaltèque, tentant de disqualifier le parti de Bernardo Arevalo et d'annuler les résultats des élections qui se sont tenues le 25 juin et le 20 août.

Mais les Guatémaltèques continuent de défendre le président élu de Bernardo Arevalo. Plusieurs caravanes de véhicules ont manifesté contre les tentatives du procureur d'empêcher Arevalo de prendre ses fonctions. Les caravanes en provenance de l'ouest du pays ont terminé leur parcours à Guatemala, rejoignant les organisations autochtones et d'autres secteurs pour manifester en faveur de la démocratie. La semaine précédente, des communautés autochtones avaient appelé à la manifestation, soutenue par la guilde des transports du département de Solola.

Le 17 novembre, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est déclaré « alarmé » par les récentes actions du bureau du procureur. Il a appelé les autorités à veiller au respect de la volonté démocratique exprimée lors des élections.



La communauté salvadorienne au Québec se réunit pour discuter de l'avenir de sa patrie

Le 18 novembre, plus de 50 membres de la communauté salvadorienne de Montréal se sont réunis pour rencontrer Werner Marroquin, le candidat à la vice-présidence du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) en vue des élections présidentielles qui auront lieu au Salvador en février 2024. La rencontre, qui a eu lieu au Patro Villeray, a été diffusée en direct sur Facebook pour rejoindre les Salvadoriens vivant au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.



Werner Marroquin

L'objectif de la visite du candidat à la vice-présidence était d'informer la communauté du bilan que fait le FMLN de sa défaite électorale de 2019 et du programme qu'il s'est donné pour unifier le peuple salvadorien autour de ses aspirations à construire un avenir prometteur.

La population du Salvador est de 6,3 millions d'habitants, tandis que 3 millions de Salvadoriens vivent à l'extérieur du pays. Plus de 50 000 d'entre eux vivent au Canada, la plupart en Ontario, avec des communautés importantes au Québec, en Colombie-Britannique et en Alberta.

Les Salvadoriens vivant à l'étranger sont principalement des réfugiés politiques, des sans-papiers et des migrants économiques qui ont fui le pays avec leur famille en raison des conditions liées à la guerre civile. Ces communautés à l'étranger envoient des fonds

qui permettent à leurs compatriotes de faire face aux graves difficultés économiques du Salvador. Les citoyens salvadoriens vivant à l'étranger peuvent voter aux élections au Salvador via Internet grâce aux mesures introduites par le FMLN lorsqu'il était au pouvoir.

« Il est important de reconnaître que l'histoire que nous racontons [sur la situation actuelle du Salvador] n'a pas commencé hier ou il y a trois ans », a expliqué Werner Marroquin, « même si c'est ce que dit le parti au pouvoir ». Il a ajouté que les Salvadoriens doivent aborder la situation du Salvador comme s'il s'agissait d'une histoire qu'ils racontent eux-mêmes, sur la base de leur propre expérience, qui « comprend de grands moments de tragédie [qui] les ont forcés à quitter le pays ». Dans les années 1980, des centaines de milliers de Salvadoriens ont été expulsés de leur patrie, « et c'est cette histoire qui nous rassemble aujourd'hui », a-t-il dit. Cette histoire était la sienne, car lui et sa famille ont dû fuir le pays sans papiers pour aller vivre à l'étranger.

L'orateur a décrit la situation du peuple salvadorien depuis l'élection du président Nayib Bukele en 2019. Une lutte importante est menée contre le gouvernement Bukele qui a déclaré l'état d'urgence le 27 mars 2022, qui devait à l'origine durer un mois, mais qui a été prolongé tous les mois jusqu'à aujourd'hui. L'objectif prétendu de l'état d'urgence est de débarrasser le pays des gangs. Sous l'état

d'urgence, 72 000 personnes ont été arrêtées, torturées et tuées. Des dizaines de milliers de Salvadoriens ont été emprisonnés, notamment dans la méga-prison inaugurée en février 2023, la plus grande prison des Amériques, capable d'accueillir 40 000 prisonniers et située tout près du centre de confinement antiterroriste du Salvador. À cela s'ajoute une nouvelle loi, adoptée en août, qui permet de juger jusqu'à 900 accusés au cours d'un même procès pénal.

Werner Marroquin a évoqué la gouvernance néolibérale et l'impunité du gouvernement Bukele : les promesses non tenues, l'appauvrissement de la population qui peine à se nourrir, les persécutions et les disparitions, la révocation des juges de la Cour suprême vus comme étant hostiles au président, le budget qui doit être tenu secret pour les sept prochaines années, etc. Bukele s'est également autorisé à se représenter à la présidence du pays en février 2024, alors que la Constitution l'interdit. D'ici à l'élection, le système et les règles électorales pourraient encore être modifiés, a expliqué le candidat du FMLN. Pour le FMLN, « nous disons que les forces réactionnaires ne parviendront pas à nous arrêter ou à nous anéantir parce que nous sommes un parti lié au peuple par l'histoire et par notre programme pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance ».

Les participants à la réunion ont beaucoup apprécié les remarques du représentant du FMLN et l'événement, qui leur ont permis de voir comment agir dans l'intérêt de leur patrie et de son peuple.



Grande manifestation populaire de soutien à la présidente du Honduras

– *Entrevue de Gilberto Rios du Parti Libre* –



Manifestation de masse du 29 août 2023 à Tegucigalpa, au Honduras, en soutien à la présidente Xiomara Castro

La situation au Honduras reste délicate en ce qui concerne les manœuvres de déstabilisation de la droite pour renverser la présidente Xiomara Castro. Tous les prétextes sont bons pour cela, qu'il s'agisse de questions mineures ou de celles qui ont un impact réel sur les secteurs liés à l'oligarchie et sur les relations avec les États-Unis. Aujourd'hui, le débat s'est intensifié avec l'élection du procureur général et de son adjoint. Pour en parler, nous avons interviewé Gilberto Rios, l'un des dirigeants du Parti Libre.

Gilberto Rios : Nous sommes au coeur d'une bataille que le peuple a entreprise pour changer toutes les structures stagnantes du pouvoir. Elle a commencé avec l'élection de Xiomara en novembre 2021 et s'est poursuivie avec deux nominations importantes, l'une à la Cour suprême de justice, qui a créé une énorme tension dans le pays et nous a laissés dans une situation très précaire. Mais au moins, nous avons pu pourvoir la présidence de la Cour suprême, avec des avocats qui ne sont même pas proches des pouvoirs de facto du pays, mais qui ont été des avocats convenables, en particulier celui qui est maintenant le président de la Cour suprême de justice, qui n'a pas de liens avec ces secteurs obscurs.

D'autre part, nous vivons aujourd'hui un autre événement important, dont nous savions qu'il allait susciter des controverses, l'élection du procureur général et du procureur général adjoint, qui sont responsables du ministère public, de l'action de poursuite de l'État, qui a été paralysé ces dernières années en particulier pendant la narco-dictature, parce qu'ils en sont devenus les complices. Jusqu'à présent, nous avons eu un procureur général, Oscar Chinchilla, qui a été complice du trafic de drogue et du crime organisé, coupable de tous les actes illégaux et anticonstitutionnels commis pendant la narco-dictature. Il nous semble qu'il est le dernier vestige du Parti National qui a gouverné après le coup d'État, quelqu'un qui a généré beaucoup de tensions parce que ce qu'il garantit à l'élite dirigeante du pays, c'est l'impunité.

Une fois Oscar Chinchilla démis de ses fonctions, il est évident qu'un grand nombre d'enquêtes débiteront qui amèneront l'élite hondurienne devant les tribunaux, dans des conditions différentes cette fois-ci et avec une corrélation différente des forces en présence. Sachant cela, elle a essayé de boycotter le processus. C'est pourquoi la présidente Xiomara a appelé le peuple à se rassembler à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, il y a quelques jours. Là, nous avons eu une manifestation d'environ cent mille membres de notre parti. Nous pouvons clairement voir qu'il existe un soutien populaire massif pour se débarrasser enfin de cette institution qu'est la narco-dictature. Ces tensions sont générées précisément par ces groupes de pouvoir avec l'intention de discréditer le gouvernement de la présidente Xiomara et de créer une atmosphère d'instabilité dans le pays.

Resumen Latinoamericano : Vous, du Parti Libre, avez présenté deux candidats à l'élection des procureurs et le Parti National en a présenté deux autres. Il est frappant de constater que l'un des candidats figure sur les deux listes. Comment expliquez-vous cela ?

GR : Eh bien, ici, il y avait un processus appelé *Junta Proponente*, qui est un organe juridique. Il est mandatée par la loi et comprend la Cour suprême de justice, des universités, des secteurs de la société civile et d'autres institutions impliquées dans le système judiciaire du pays, sept au total. Il propose un certain nombre de CV, une liste des meilleurs soumis par des avocats indépendants, au Congrès national, où ils sont évalués d'un point de vue technique, académique et professionnel. Cette liste de 21 professionnels a été réduite à une liste restreinte de cinq personnes, et ces cinq candidats hautement qualifiés sont évalués par le Congrès. En réalité, il ne s'agit pas d'une proposition partisane mais d'une proposition technique professionnelle et ensuite il y a eu une enquête et il s'est avéré que certains de ces avocats avaient une affiliation partisane, peut-être pas très publique, mais cela ne fait pas partie de la discussion.

Ce que nous recherchons, c'est un professionnel capable de diriger le ministère public, mais qui peut également exercer les fonctions de procureur adjoint, qui a des fonctions importantes selon les règles de cette institution. Et qui, le moment venu, pourrait également remplacer le procureur général.

Parmi ces propositions, nous avons trouvé des candidats plus appropriés que d'autres, et dans le cas d'un candidat en particulier, plusieurs parties s'accordent à dire qu'il peut jouer un rôle impartial. La discussion est encore ouverte, c'est pourquoi il y a un accord sur cette proposition. Il y a quelques jours, j'ai eu une conversation avec le vice-président du Congrès national, Carlos Zelaya, frère de

l'ancien président Zelaya, et il m'a dit qu'il y avait un terrain d'entente pour le premier vote. Un autre fait vérifiable est que toutes les forces politiques ont formé une alliance pour empêcher le Parti Libre d'agir au Congrès national, qui a une majorité partielle, c'est-à-dire que nous avons une majorité de cinquante députés, mais pour faire approuver quelque chose à la majorité simple, il faut la moitié plus un, c'est-à-dire 65 députés, puisque la moitié de 128 est 64. C'est ainsi que les décisions sont prises sur une base ordinaire au Congrès national, mais pour les décisions nécessitant une majorité qualifiée, il faut 86 voix. Cela nous oblige à rechercher le consensus, à être en discussion, et surtout à maintenir la discussion pour essayer d'arriver à un accord.

RL : Quels sont les autres sujets qui enragent la droite hondurienne, ce qui pourrait l'amener à mettre en place un plan de déstabilisation ?

GR : C'est une très bonne question, car au cours des derniers mois, trois sujets ont généré beaucoup de tensions. Le premier est la loi sur la justice fiscale, présentée au premier trimestre de cette année. Elle a suscité une très forte réaction de la part de l'ultra-droite, parce que cela l'obligerait à payer des impôts, en particulier l'élite économique du pays. Le pays compte plus de 300 000 entreprises, dont 1 %, c'est-à-dire 3 500 d'entre elles, sont inscrites dans des registres d'exonération fiscale, soi-disant pour promouvoir l'investissement. Sur ces 3 500 entreprises, 140 ont abusé de ce régime d'exonération fiscale, produisant même certains types de biens et les vendant sur le marché noir du pays sans payer d'impôts. Par exemple, les importateurs de carburant pour la production d'énergie qui, bien qu'ils aient été exemptés d'importer du carburant, importaient en fait du carburant et le revendaient ensuite, ce qui représentait une fraude énorme à l'encontre du trésor hondurien.

Ces 140 entreprises appartiennent à l'élite économique du pays. Il s'agit de cinq familles qui contrôlent près de 90 % de la vie économique du Honduras. De 2009, c'est-à-dire depuis le coup d'État, avec la modification de la loi sur les exonérations, jusqu'en 2011, elles ont réussi à éluder plus de 487 000 millions de lempiras, ce qui équivaut à 19 000 millions de dollars. Ce n'est pas une somme négligeable, surtout si l'on considère que la dette extérieure en dollars s'élève à 20 milliards de dollars. C'est le même montant que celui dont l'élite économique du pays a bénéficié en avantages fiscaux. La réforme de cette loi a donc suscité une énorme controverse et toutes les sociétés de médias, dont elles sont également propriétaires, ont mené une vaste campagne. Celle-ci a également toujours été soutenue par l'ambassadrice [des États-Unis] Laura Dogu, qui, rappelons-le, est celle-là même qui a organisé le coup d'État contre Zelaya et la tentative de coup d'État contre le président du Nicaragua, Daniel Ortega, le 18 avril 2018. D'ailleurs, ce faucon américain qui était aussi responsable de la zone verte en Irak était déjà à la retraite.

Fondamentalement, le Honduras est une colonie des États-Unis et nous sommes actuellement dans un processus de libération nationale. C'est un pays important pour les gringos, notamment parce qu'il possède trois frontières terrestres, avec le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador, et neuf frontières maritimes. Nous avons même des frontières maritimes avec la Colombie et nous sommes le pays le plus proche géographiquement de Cuba. Donc, toutes ces caractéristiques ont toujours fait que les États-Unis ont un intérêt particulier pour notre pays. Par ailleurs, leurs entreprises et une partie de leurs capitaux sont impliqués dans ces exonérations fiscales, ils sont donc également concernés et cela les a rendus extrêmement actifs. C'est le cas de la loi sur les exonérations fiscales, qui est en fait une réforme plutôt modeste, mais qui touche les intérêts de l'élite économique.

L'autre question a été notre adhésion à la Corporation andine de développement (CAF), qui les a privés d'un marché financier important, de cette dette de 20 milliards de dollars que nous avons en tant que pays, dont près de 10 milliards de dollars auprès de banques privées nationales et le reste auprès des quatre organisations financières les plus connues de la région, à savoir la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque centraméricaine d'intégration économique et la Banque interaméricaine de développement. Lorsque nous avons cherché une autre offre financière internationale, nous avons trouvé la CAF, ce qui touche évidemment les intérêts de l'élite

économique du pays et des États-Unis, car nous n'achèterions pas la dette de leurs banques, et nous paierions donc des intérêts à quelqu'un d'autre. Cela a également donné lieu à une grande bataille médiatique de mensonges et d'attaques contre la CAF et la présidente.

Enfin, il y a deux autres questions similaires. L'un est la relation avec la Chine, qui a commencé avec la visite du président le 6 juillet. Nous avons vu la réaction défavorable de l'ambassade [des États-Unis] et de l'élite économique nationale parce qu'ils voient la Chine comme une menace qui pourrait les supplanter. L'autre élément est l'arrivée de la Commission nationale contre l'impunité, un mécanisme que le peuple réclame depuis sept ans aux Nations unies, pour que la justice puisse intervenir dans le pays. Ainsi, tous ces éléments combinés ont dressé la droite hondurienne et ses alliés, en particulier les États-Unis, contre le gouvernement de la présidente Xiomara, provoquant une déstabilisation politique, une désinformation massive dans les médias et des menaces pour la démocratie. Même de la part de personnalités comme Romeo Vasquez Velazquez, le général qui a perpétré le coup d'État contre le président Zelaya, d'autres généraux de son rang, et d'autres personnages que nous connaissons comme les principaux porte-parole du coup d'État de 2009.

RL : Pour conclure l'entretien, nous voulons vous dire que nous avons couvert la mobilisation qui s'est déroulée l'autre jour, et qu'il était sain de voir le peuple hondurien, en particulier les gens humbles. Les photos qui ont été publiées sont vraiment émouvantes, surtout parce qu'elles montrent le soutien que Xiomara continue d'avoir parmi la population la plus durement touchée par la crise.

GR : Oui, nous sommes énormément satisfaits parce qu'au premier appel de la présidente, ces personnes libres qui se sont organisées pour résister et qui ont acquis une grande conscience politique sont toujours actives. Je dois vous dire qu'à cause de l'énorme campagne médiatique, on peut même douter si ce que l'on fait est bien ou mal. En effet, si vous allumez une station de radio nationale qui défend ces intérêts, vous pouvez entendre jusqu'à 16 rapports cinglants contre la présidente et tout le gouvernement qui vous feraient même douter. Mais ensuite, lorsque vous voyez la réponse de la population, en particulier des personnes qui sont avec nous depuis le début et qui se sont jointes à ce processus, c'est la satisfaction. En effet, les gens les plus humbles, les paysans, les agriculteurs, les gens qui viennent de l'intérieur du pays, sont venus de leur plein gré à la marche dans la capitale et ont soutenu la présidente. Lorsque nous discutons avec eux dans les rues, nous constatons qu'ils ont suivi les activités du gouvernement grâce à des sources d'information alternatives. Aujourd'hui, nous avons l'avantage des médias alternatifs et des réseaux sociaux. Nous profitons également de cette révolution technologique et communicationnelle.



Oui, il y a une conscience politique, il y a une identification politique générée par la résistance et ensuite avec le Parti Libre qui est inébranlable et qui a une volonté de fer pour le changement. Voir 100 000 personnes dans la capitale était extraordinaire, c'était stimulant pour le moral. C'était très inspirant. Nous avons un peuple qui est prêt à se battre, malgré le fait que les institutions sont conçues pour empêcher les transformations et surtout pour protéger le capital. Je crois que l'humanité vient des gens dans les rues et que c'est notre possibilité, comme l'a dit un théoricien sud-américain, de démanteler ces institutions par une grande mobilisation et de construire des institutions nouvelles qui répondent vraiment aux intérêts du peuple.



(Carlos Aznarez, 7 septembre 2023. Photos : Kawsachan News, Honduras Now. Traduction : LML)



Les doctrines présidentielles impérialistes des États-Unis pour s'emparer du monde

Deux cents ans se sont écoulés depuis que les États-Unis ont déclaré que toute l'Amérique latine et les Caraïbes faisaient partie de leur sphère d'influence. Le 2 décembre 1823, le président James Monroe a énoncé ce qui est devenu la « doctrine Monroe ». Il a lancé un avertissement aux autres nations de ne pas s'approcher des Amériques en déclarant que les États-Unis : « considéreraient toute tentative de leur part d'étendre leur système sur une portion de cet hémisphère comme étant dangereuse envers notre paix et notre sûreté ». Au cours des 200 dernières années, la doctrine Monroe a été utilisée à maintes reprises pour justifier des dizaines d'invasions, d'interventions et de changements de régime de la CIA dans les Amériques.

Depuis que James Monroe a énoncé sa doctrine en 1823, à une époque où les États-Unis étaient qualifiés d'« empire de la raison », l'une des responsabilités du président des États-Unis est de promouvoir des ambitions d'édification d'empire tout en préservant une forme de gouvernance républicaine au niveau de ses arrangements fédéraux, enracinée dans la Constitution des États-Unis. Plus précisément, la doctrine Monroe a affirmé la mainmise des États-Unis sur les affaires de l'hémisphère occidental contre la Sainte-Alliance européenne et les autres puissances qui cherchaient à coloniser ou à monopoliser les marchés des Amériques, y compris les Caraïbes. En même temps, cette doctrine a rehaussé le profil du président en matière d'affaires étrangères. Dans sa version initiale, elle couvrait la guerre contre les peuples autochtones du continent et l'expansion coloniale de la puissance esclavagiste.

À cet égard, sous la présidence de James Polk (1845-1849), la doctrine Monroe a fourni la justification explicite de la guerre contre le Mexique en 1845 et de la colonisation du sud-ouest et de l'ouest du continent sous la bannière messianique de la « destinée manifeste ».

La guerre hispano-américaine de 1898 a mis fin à l'empire colonial espagnol dans l'hémisphère occidental. La victoire des États-Unis dans cette guerre a débouché sur un traité de paix qui a contraint les Espagnols à renoncer à leurs prétentions sur Cuba et à céder aux États-Unis leur souveraineté sur Guam, Porto Rico et les Philippines. Auparavant, les révolutionnaires cubains avaient mené une guerre de trois ans pour obtenir l'indépendance de la domination coloniale espagnole. Les États-Unis ont également annexé l'État indépendant d'Hawaï pendant le conflit. La guerre a donc permis aux États-Unis d'établir leur prédominance dans la région des Caraïbes et de poursuivre leurs intérêts stratégiques et économiques en Asie[1].

Au début de l'ère impérialiste moderne, en 1904, le président Théodore Roosevelt propose un corollaire à la doctrine Monroe en affirmant l'exigence américaine que les États voisins soient « stables, ordonnés et prospères »[2].

Prétextant une crise entre le Venezuela et ses créanciers qui, selon lui, pourrait déclencher une invasion de ce pays par les puissances européennes, le corollaire de Roosevelt de décembre 1904 stipulait que les États-Unis interviendraient en dernier recours pour s'assurer que les autres nations de l'hémisphère occidental remplissent leurs obligations envers les créanciers internationaux et ne violent pas les droits des États-Unis ou n'invitent pas à une « agression étrangère au détriment de l'ensemble des nations américaines ».

Dans la pratique, les États-Unis ont eu de plus en plus recours à la force militaire pour « rétablir la stabilité interne des nations de la région », ce qui signifiait en fait que seuls les régimes favorables aux États-Unis étaient permis. Théodore Roosevelt a déclaré que les États-Unis pourraient «

exercer un pouvoir de police internationale dans les cas flagrants de méfaits ou d'impuissance ». Sur le long terme, ce corollaire a servi à justifier les interventions des États-Unis à Cuba, au Nicaragua, en Haïti et en République dominicaine.

Le corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe est devenu mondialement connu sous le nom de politique du « gros bâton », qui affirmait la domination des États-Unis lorsque cette domination était considérée comme un « impératif moral ». Sur cette base, les États-Unis ont promu la diplomatie de la canonnière à l'échelle mondiale afin de maintenir des « marchés ouverts ». Théodore Roosevelt a déclaré : « L'injustice chronique ou l'impuissance qui résulte en un relâchement général des règles de la société civilisée peut exiger, en fin de compte, en Amérique ou ailleurs, l'intervention d'une nation civilisée et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut forcer les États-Unis, à contrecœur cependant, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police international. »

Après la défaite de l'Espagne lors de la guerre hispano-américaine de 1898, les États-Unis ont acquis les colonies de l'Espagne dans les Caraïbes et le Pacifique. Dans leur nouveau statut de puissance impériale, les États-Unis ont poursuivi une série de politiques destinées à protéger les territoires américains annexés et à étendre agressivement leurs intérêts commerciaux internationaux. Ces politiques comprenaient la promotion de la politique de la « porte ouverte » en Chine et l'ajout du corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe qui annonçait officiellement l'intention d'utiliser la force militaire pour défendre l'hémisphère occidental contre les incursions européennes. Parallèlement, Théodore Roosevelt supervise la construction du canal de Panama, qui aura de profondes répercussions économiques sur le commerce américain, et s'engage dans la diplomatie des grandes puissances à la suite de la guerre russo-japonaise. En un peu plus d'une décennie, les États-Unis ont redéfini leurs intérêts nationaux et internationaux pour y inclure une importante présence militaire à l'étranger, des possessions à l'étranger et un engagement direct dans la définition des priorités en matière d'affaires internationales.

Henry Stimson, secrétaire d'État (1929-1933) sous Herbert Hoover, a proposé une doctrine au moment de l'invasion japonaise de la Chine et de l'établissement d'un gouvernement fantoche en Mandchourie. En plus des références à l'intégrité territoriale et à la souveraineté nationale, la doctrine Stimson mettait l'accent sur la politique de la porte ouverte des États-Unis. La doctrine Truman a été mise en avant en 1947 avec l'octroi d'une aide militaire à la Turquie et à la Grèce. Cette doctrine déclare que les États-Unis « soutiendront les peuples libres qui résistent aux tentatives d'assujettissement par des minorités armées ou par des pressions extérieures ».

Cette doctrine visait à détruire l'unité antifasciste qui s'était forgée dans le monde grâce aux luttes de résistance de la Deuxième Guerre mondiale. Elle a contribué à l'organisation d'un front mondial sur la base de l'anticommunisme et a été utilisée pour soutenir la politique d'endiguement des États-Unis. En 1957, le président Eisenhower a proposé une nouvelle doctrine proclamant que les États-Unis interviendraient au Moyen-Orient si un gouvernement « demandait de l'aide » contre le communisme.

La doctrine Monroe et le corollaire Roosevelt ont ensuite été invoqués à maintes reprises par le secrétaire d'État d'Eisenhower, John Foster Dulles, à des fins d'agression. Par exemple, John Foster Dulles a utilisé la doctrine en 1954 pour justifier le renversement du gouvernement de Jacobo Arbenz au Guatemala et le financement et l'armement des forces anticommunistes. John F. Kennedy a invoqué la doctrine Monroe à propos de Cuba en 1962, en déclarant : « La doctrine Monroe signifie ce qu'elle signifie depuis que le président Monroe et John Quincy Adams l'ont énoncée, à savoir que nous nous opposerions à ce qu'une puissance étrangère étende son pouvoir à l'hémisphère occidental, et c'est la raison pour laquelle nous nous opposons à ce qui se passe à Cuba aujourd'hui. C'est pourquoi nous avons interrompu nos échanges commerciaux. C'est pourquoi nous avons travaillé au sein de l'Organisation des États américains et par d'autres moyens

pour isoler la menace communiste à Cuba. C'est pourquoi nous continuerons à y consacrer une grande partie de nos efforts et de notre attention. »

Les doctrines présidentielles des États-Unis rassemblent de prétendus idéaux sous la forme de l'intérêt national et des objectifs stratégiques des États-Unis avec la réponse de l'establishment militaire et politique aux normes internationales, telles qu'elles sont reconnues par les grandes puissances. Les doctrines présidentielles sont les déclarations officielles de la politique gouvernementale en matière d'affaires étrangères et de stratégie militaire. Les doctrines sont les sources des objectifs de guerre de l'establishment politique et militaire. Elles ne sont pas soumises à l'approbation du Congrès.

En fait, en tant que déclarations du président, elles promeuvent la présidence, selon les termes de la Cour suprême des États-Unis, en tant qu'« organe unique des affaires étrangères américaines ». En tant que résultat de la raison d'État, elles sont opposées à l'intérêt public mais sont néanmoins considérées comme l'expression publique de ce que l'on appelle l'intérêt national ou la sécurité nationale.

Notes

1. Le Bureau de l'historien du Département d'État a sa version de la guerre hispano-américaine dans son compte « Milestones in the History of U.S. Foreign Relations » (Jalons dans l'histoire des relations étrangères des États-Unis). On y lit :

Le 11 avril 1898, le président américain William McKinley a demandé au Congrès l'autorisation de mettre fin aux combats à Cuba entre les rebelles et les forces espagnoles, et d'établir un « gouvernement stable » qui « maintiendrait l'ordre » et assurerait « la paix, la tranquillité et la sécurité » des citoyens cubains et américains sur l'île. Le 20 avril, le Congrès américain a adopté une résolution commune qui reconnaissait l'indépendance de Cuba, exigeait que le gouvernement espagnol renonce au contrôle de l'île, rejetait toute intention des États-Unis d'annexer Cuba et autorisait McKinley à utiliser toutes les mesures militaires qu'il jugerait nécessaires pour garantir l'indépendance de Cuba.

Le gouvernement espagnol rejette l'ultimatum américain et rompt immédiatement ses relations diplomatiques avec les États-Unis. McKinley réagit en mettant en place un blocus naval de Cuba le 22 avril et lance un appel à 125 000 volontaires militaires le lendemain. Le même jour, l'Espagne déclare la guerre aux États-Unis et le Congrès américain vote l'entrée en guerre contre l'Espagne le 25 avril.

Le futur secrétaire d'État John Hay qualifie le conflit qui s'ensuit de « splendide petite guerre ». La première bataille a lieu le 1er mai, dans la baie de Manille, où l'escadre asiatique du commodore George Dewey bat les forces navales espagnoles qui défendent les Philippines. Le 10 juin, les troupes américaines ont débarqué dans la baie de Guantanamo, à Cuba, et des forces supplémentaires ont débarqué près de la ville portuaire de Santiago les 22 et 24 juin. Après avoir isolé et vaincu les garnisons de l'armée espagnole à Cuba, la marine américaine a détruit l'escadre espagnole des Caraïbes le 3 juillet, alors qu'elle tentait d'échapper au blocus naval américain de Santiago.

Le 26 juillet, à la demande du gouvernement espagnol, l'ambassadeur de France à Washington, Jules Cambon, prend contact avec l'administration McKinley pour discuter des conditions de la paix, et un cessez-le-feu est signé le 12 août. La guerre a officiellement pris fin quatre mois plus tard, lorsque les gouvernements américain et espagnol ont signé le traité de Paris le 10 décembre 1898. Outre la garantie de l'indépendance de Cuba, le traité oblige l'Espagne à céder Guam et Porto Rico aux États-Unis. L'Espagne accepte également de vendre les Philippines aux États-Unis pour la somme de 20 millions de dollars. Le Sénat américain ratifie le traité le 6 février 1899, à une voix près.

L'administration McKinley a également utilisé la guerre comme prétexte pour annexer l'État indépendant d'Hawaï. En 1893, un groupe de planteurs et d'hommes d'affaires basés à Hawaï a mené un coup d'État contre la reine Liliuokalani et a établi un nouveau gouvernement. Les partisans de l'annexion font valoir qu'Hawaï est vital pour

l'économie américaine, qu'il servira de base stratégique pour protéger les intérêts américains en Asie et que d'autres nations ont l'intention de s'emparer des îles si les États-Unis ne le font pas.

À la demande de McKinley, une résolution conjointe du Congrès a fait d'Hawaï un territoire américain le 12 août 1898. (*history.state.gov/milestones/1899-1913/foreword*).

2. En 1902, l'Allemagne et la Grande-Bretagne envoient des navires bloquer les côtes du Venezuela pour obliger ce pays à rembourser ses emprunts. Roosevelt leur demande d'accepter un arbitrage pour résoudre le différend. Les investisseurs européens ont également fait appel à leurs gouvernements pour collecter de l'argent auprès de Saint-Domingue (aujourd'hui la République dominicaine). Le gouvernement dominicain fait appel aux États-Unis et Roosevelt ordonne à un collecteur américain de prendre le contrôle des bureaux de douane et de percevoir les droits de douane à Saint-Domingue afin d'éviter une éventuelle action militaire européenne.

Roosevelt aurait alors compris que si les nations de l'hémisphère occidental continuaient à avoir des problèmes chroniques, tels que l'incapacité à rembourser la dette extérieure, elles deviendraient la cible d'une intervention européenne. Au nom de la prévention de ces interventions et du maintien de la stabilité régionale, il rédige le corollaire de la doctrine Monroe : les États-Unis interviendraient dans tout pays d'Amérique latine qui manifesterait de graves problèmes économiques. Ce corollaire annonce que les États-Unis seront le « gendarme » de l'hémisphère occidental, précurseur de la politique du « gros bâton » de Roosevelt qui s'applique au monde entier.

